

## Pour que le 19 mars annonce une mobilisation à l'antillaise !

Après 6 semaines de grève générale, les travailleurs de Guadeloupe ont arraché 200 euros mensuels d'augmentation des salaires. Autre chose que les reculs cautionnés par des années de discussions entre « partenaires sociaux ». Preuve est encore donnée que la lutte paie.

Elle paie, lorsque les travailleurs affichent leur détermination, se donnent une organisation qu'ils portent et contrôlent, et maintiennent une pression permanente sur les patrons, même et surtout pendant les nombreuses séances de négociations qui ont rythmé la grève.

Dès le dernier week-end de février, pressés d'en finir, préfet, recteur d'académie, politiciens locaux de toutes couleurs confondues, appelaient à la fin de la grève, en martelant que la principale revendication était entérinée, malgré la politique de la chaise vide du Medef. Mais le LKP (collectif d'organisations qui a décidé et dirigé le mouvement) a maintenu son mot d'ordre de grève jusqu'au mercredi 4 mars, tant que l'ensemble des revendications n'avait pas été examiné et un protocole d'accord définitivement signé. Et pour enfoncer le clou, les grèves ont continué dans les secteurs affiliés au Medef. Mais ses bastions tombent un par un et ils finiront bien tous par céder devant la principale revendication des grévistes...

Le gouvernement, de son côté, a publié samedi dernier au journal officiel sa volonté d'étendre l'accord signé à toutes les entreprises du privé de la Guadeloupe. C'est qu'il y a urgence à étouffer un incendie qui peut se propager.

L'exemple des Antilles trotte dans la tête de bien des travailleurs du pays, dans un contexte social pour le moins tendu. Chaque jour amène ses plans de licenciements, le gouvernement annonce 300 000 chômeurs de plus en 2008 et l'année 2009 se prépare à être pire.

Ici notre riposte n'est pas encore à la hauteur des besoins. Les confédérations syndicales ont attendu pratiquement deux mois après la journée de grève du 29 janvier pour programmer l'indispensable nouvelle étape de mobilisation, celle du 19 mars. Elle est pour la semaine prochaine, et n'en déplaie à tous ceux, de Nicolas Sarkozy à Martine Aubry, qui ont

exprimé leur crainte que la colère qui a éclaté en Guadeloupe et Martinique ne se propage ici, elle aura bel et bien lieu sur fond de victoire et leçons de nos camarades antillais.

Ici, le ras-le-bol est présent, qui s'exprime aujourd'hui dans plusieurs conflits, pour l'instant isolés les uns des autres. Celui des enseignants-chercheurs loin d'être satisfaits des récentes négociations, celui des salariés des magasins Lapeyre en région parisienne, en grève depuis plus d'une semaine pour des augmentations de salaires, celui des salariés de l'équipementier automobile Préciturn qui ont occupé les locaux de la banque RSB à Lyon pour lui faire payer les factures dues, celui de postiers dans la région parisienne entre autres, et d'une multitude de salariés qui tentent de résister à des fermetures ou licenciements qui vont les laisser sur le carreau.

Le ras-le-bol est d'autant plus justifié que Sarkozy et son équipe continuent à arroser le patronat, à l'aide de sommes faramineuses puisées dans les caisses de l'Etat. A nouveau 26 milliards, avec une rallonge de 7,8 milliards d'euros pour les constructeurs automobile. Mais rien pour les travailleurs, rien pour le Smic, rien pour ceux qui perdent leur emploi voire leur logement.

La grève en Guadeloupe montre qu'il faut du courage et de la détermination pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Il n'y a pas d'autre voie, mais c'en est une. Il faut que la journée du 19 mars soit un succès et le début d'un mouvement « à l'antillaise ».

Nous aussi, posons nos revendications, celles qui unifient tout le monde du travail : 300 euros d'augmentation nets pour tous, interdiction des licenciements, embauches dans les services publics et contrôle des travailleurs sur la destination des centaines de milliards de cadeaux au patronat.

Nous aussi resserrons les liens entre nous. En nous retrouvons le 19 mars, avec ceux des entreprises déjà en lutte, et plus nombreux encore dans la rue que le 29 janvier. En envisageant dès aujourd'hui la suite. En faisant de cette journée un tremplin pour une riposte générale. C'est nécessaire et possible.

## Publicité mensongère

Dans sa propagande, la direction a laissé croire qu'elle paierait le chômage partiel à 100 %.

Mais quand on regarde son projet de près, on s'aperçoit que chaque jour chômé par les APR et les ETAM serait payé seulement 50 % du salaire net (hors primes accessoires). Pour combler les 50% manquants, il faudra prendre dans les RTT.

Quant aux cadres, leur salaire net serait maintenu à 100 % car la direction est obligée de respecter la convention collective sur les forfaits jours. Mais après avoir vu leur prime de performance individuelle s'envoler, eux aussi devraient donner des RTT en cas de chômage partiel.

## Faudrait savoir

Renault voudrait qu'on se paye son chômage partiel avec nos jours de RTT. Mais beaucoup de collègues des usines ont déjà des compteurs négatifs et doivent même des dizaines de jours de RTT comme à Douai.

Même au Technocentre, certains ont des compteurs presque vides. Rappelons-nous qu'en 2008, Renault avait fait toute une campagne pour le rachat des RTT, censé augmenter notre pouvoir d'achat. L'Etat en avait même rajouté en exonérant ces RTT monétisés de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu.

## CEF de service

La direction envisage de faire payer le chômage partiel avec le CEF. Enfin pour ceux qui ont encore un Compte Epargne Formation positif, car Renault a pris l'habitude de débiter du CEF des formations qui ne devraient pas l'être (CATIA, SCOPP...).

Et après la direction se vante de faire des « efforts de formation pour maintenir les compétences et préparer l'avenir » !

## Synergie bien ordonnée commence par soi-même

« Hard synergy » : c'est la dernière marotte de Ghosn pour qui les synergies entre Renault et Nissan ne seraient pas assez fortes. Il faudrait encore trouver 250 millions d'euros d'économies.

Et si on commençait par faire la synergie des salaires et autres stock-options que Ghosn touche en tant que directeur de Renault et de Nissan ?

## Chasse à court... d'idées

Après la réduction du nombre de plantes vertes et d'imprimantes, dans certains secteurs la chasse aux fournitures et aux logiciels payant installés sur les postes est ouverte. A quand l'opération pièces jaunes avec Bernadette Desforges ?

## Chômage partiel mais général

Si Renault réussit à entériner le chômage partiel avec au mieux le rachat des RTT, cela aura des répercussions sur les prestataires. Ceux qui restent dans les directions métiers, mais aussi tous les collègues invisibles qui font tourner le Technocentre : nettoyage, espaces verts, entretien, maintenance, restauration, sécurité...

Alors exigeons tous ensemble, Renault et prestataires, le paiement à 100 % !

## Faut qu'ça bourdonne dans la Ruche !

Mardi 10 mars, la direction reçoit les syndicats à Boulogne pour la 3<sup>ème</sup> réunion des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires).

Son projet ? 0 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) en 2009 et l'extension du chômage partiel.

Plusieurs syndicats (CGT, SUD et CFTC) appellent les salariés à se rassembler ce jour là à 10h dans la Ruche. Il faut que la mobilisation soit la plus forte possible pour exiger :

- **300 €/mois** pour tous d'augmentation de salaire
- le **paiement réel à 100 % du chômage partiel** (sans prise de RTT)

## Y-a-t-il un pilote dans l'avion ?

En même temps que des périodes de chômage partiel, la direction de Renault voudrait imposer 4 samedis obligatoires à Sandouville et 2 à Flins. A force de baisser la production beaucoup plus que le niveau des ventes pour vider les stocks et faire du cash, les salariés sont appelés maintenant à rattraper le retard. Y-a pas marqué pigeon !

## Tous ensemble : c'est le moment !

Les salariés de Key Plastique qui travaillent pour Peugeot à Sochaux ou encore ceux de Magnetto à Citroën Aulnay sont en grève pour des augmentations de salaire.

Les salariés d'EuroStyle ValenPlast (plasturgie pour Sevelnord) sont en grève contre des licenciements, comme ceux de Rieter dans l'Oise. A Inoplast près de Douai, les grévistes protestent contre les pertes de salaire dues au chômage partiel.

A PSA, le mécontentement des salariés s'exprime aussi sur les salaires et le chômage partiel car la direction veut mettre en cause le paiement à 100 %.

Les travailleurs des équipementiers ou des constructeurs sont tous dans la même voiture. C'est bien une lutte d'ensemble de tous les salariés de l'automobile et derrière les mêmes revendications qui permettra de gagner.